

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

La médecine de Fabre

ROBERT Fabre, l'ancien dirigeant des Radicaux de gauche vient de présenter à Giscard le rapport sur le chômage qui lui avait été confié. Les mesures préconisées dans ce rapport sont finalement ce qu'il y a de mieux comme mépris des travailleurs, des chômeurs, des immigrés, des femmes et des jeunes.

Fabre se propose de décourager l'emploi des femmes par des aides financières et des congés de longue durée. Pour les jeunes, il prévoit d'assouplir les études et la formation afin qu'elles s'adaptent mieux au marché du travail. C'est une formation au rabais destinée à faire des jeunes une main-d'œuvre peu qualifiée et sous-payée que Fabre prétend instaurer.

En ce qui concerne les immigrés, il les classe en deux catégories : ceux qui veulent acquérir la nationalité française pour posséder quelques chances de pouvoir rester en France. Pour les autres, « qui ne visent pas à la naturalisation, ils doivent être soumis à des contrats de durée limitée éventuellement renouvelable en fonction des besoins de main-d'œuvre de notre appareil de production ».

Quelle différence avec la politique suivie par Giscard-Barre ? Aucune. Pour Fabre, les jeunes, les femmes, les immigrés doivent faire les frais de la crise. Le droit au travail, à l'indépendance économique pour les femmes, la liberté de circulation et de décider de son retour au pays pour les immigrés, tout ceci, Fabre n'en a cure.

Par contre, les patrons pourront se réjouir. Fabre parle par exemple de leur allouer des aides financières afin de favoriser les stages des jeunes en entreprises.

Quant aux autres mesures, elle sont du même tonneau, aussi réactionnaire que les précédentes : Fabre prévoit la mise sur pied de travaux obligatoires en contrepartie des allocations-chômage, l'appel au bénévolat pour certains travaux, la généralisation du travail partiel dans le secteur dit public et administratif...

Du travail forcé à l'expulsion des immigrés Fabre ne fait que confirmer l'offensive du pouvoir contre la classe ouvrière. Une offensive qui va s'intensifier durant les mois à venir et dont les licenciements dans la sidérurgie, les mesures anti-immigrés ne sont qu'une étape. Fabre, co-signataire du Programme commun, sert de caution de « gauche » au pouvoir qui n'abusera pas pour autant les travailleurs.

Henri MAZERAU

Grande-Bretagne

Un manifestant antiraciste tué par la police

UN manifestant, membre de la Ligue antiraciste, a été tué lundi par la police au cours d'une manifestation antiraciste, dans la banlieue de Londres. 10 personnes dont 7 policiers ont été gravement blessés et 300 personnes arrêtées.

La manifestation, à forte majorité asiatique, voulait empêcher un rassemblement fasciste en plein quartier immigré. La répression policière a été d'une violence inouïe.

Nouveau plan contre les immigrés des foyers Sonacotra

STOLÉRU présente un nouveau plan pour briser la lutte des foyers Sonacotra, ADEF, etc. en grève des loyers depuis près de 5 ans. Expulsions, interventions policières, plan Stoléru sont les seules réponses du gouvernement à leurs justes revendications. Mais plus que jamais, ils sont décidés à poursuivre la lutte avec leur Comité de coordination.

Voir page 3

200 ouvriers agricoles sont montés à Paris

MARDI 24, 200 ouvriers agricoles venus de toutes les régions ont occupé le siège de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles pendant quelques heures. Deux cents : un tel rassemblement à Paris ne s'était pas vu depuis plus de dix ans. Il tient un peu du prodige quand on connaît quelles difficultés ils doivent affronter pour pouvoir s'organiser.

Debatisse, ex-président de la FNSEA, avait demandé à Méhaignerie de taire la question de ces travailleurs de la terre dans la loi d'orientation agricole. Aujourd'hui, candidat sur une liste UDF aux élections européennes, Debatisse a laissé sa place à Guillaume, un gros paysan qui possède dans l'Est plus d'une centaine d'hectares.

C'est donc à lui que les ouvriers agricoles à l'appel de la FGA-CFDT étaient venus demander des comptes, pour exiger les mêmes droits que les ouvriers d'industrie, à commencer par l'application effective de la convention collective. Guillaume fit répondre par deux sous-fifres qu'il était d'accord pour recevoir les délégués, mais pas immédiatement car il était à Nancy... ou peut-être enfermé à double tour dans un bureau.

En effet, arrivés vers 10 heures, les ouvriers pénétrèrent dans l'imposant bâtiment, siège de la FNSEA. Ils s'installèrent dans l'escalier central. Au bout d'une heure enfin, un sous-directeur osa montrer son nez. La discussion dura près de deux heures avec les délégués CFDT dans un



« Ce n'est qu'un au revoir Guillaume », scandèrent les ouvriers agricoles qui quittent ici le luxueux bâtiment de la FNSEA.

bureau voisin. Pendant ce temps, les travailleuses qui étaient aussi présentes cassèrent la croûte.

Vers 13 heures, la délégation revint. Le sous-fifre réapparut. « Non, je ne m'inquiète pas » disait-il. « Ce n'est qu'un au revoir » répondirent en chœur l'ensemble des manifestants qui sortirent alors du bâtiment. Après avoir écouté le récit de l'entrevue, les ouvriers agricoles se rendirent au siège des patrons champigno-

nistes et des cultures spécialisées.

René BREAND

Voir aussi notre dossier en page 8

Lors d'une conférence internationale en Zambie



Des guerrilleros zimbabwés s'entraînent avec des armes de fabrication chinoise.

Moscou s'isole en attaquant la Chine

DE nombreux pays, en particulier du tiers monde et d'Afrique, étaient représentés la semaine dernière à Lusaka, en Zambie, pour la tenue d'une « Conférence internationale de soutien aux mouvements de libération en Afrique australe et de solidarité avec les pays du Front ».

Cette conférence avait pour but de manifester une solidarité la plus large possible avec les peuples du Zimbabwe (Rhodésie), d'Azanie (Afrique du Sud) et de Namibie en lutte contre les régimes fascistes rhodésiens et sud-africains.

Lors de son discours d'ouverture, le président zambien, Kaunda, souligna le fait que « la lutte en Afrique australe est une composante de la lutte révolutionnaire dans le monde ». Le représentant yougoslave releva pour sa part dans son intervention que « l'une des caractéristiques du monde d'aujourd'hui était l'usage de la force ou des pressions par certains pays pour intervenir dans les affaires étrangères d'autres pays ».

La rivalité entre les grandes superpuissances pour les sphères d'influence, poursuivit-il, est un obstacle à la lutte de libération.

Une confirmation éclatante de cette déclaration allait d'ailleurs bientôt intervenir dans le déroulement même de la conférence.

Alors que les représentants concentraient leur attention sur les mesures de soutien concrètes à prendre en faveur des mouvements de libération, le représentant soviétique, bientôt suivi du cubain et du vietnamien, tenta de faire dévier la conférence en une assemblée d'approbation de la politique du Kremlin au niveau mondial. Le délégué soviétique, toujours suivi de ses deux bényoussouï, s'en prit à la Chine populaire en proposant que celle-ci soit condamnée pour « son agression au Vietnam » et qu'elle soit incluse dans les pays « qui se tiennent aux côtés des régimes racistes ». On sait que l'URSS se complait

malgré la plus évidente vérité, à faire courir le bruit, que la Chine entretient des relations tantôt avec l'Afrique du Sud, tantôt avec Israël. Ces rumeurs ont à chaque fois été démenties par les mouvements de libération concernés et par la Chine.

Cette intervention provoqua une certaine stupeur dans les rangs des participants. Plusieurs prirent tout d'abord la parole en faisant remarquer que, à supposer que ce soit l'objet de cette conférence, ce serait plutôt le Vietnam qui devrait être condamné pour son agression contre le Cambodge. Puis les représentants de la Yougoslavie, de la Somalie, de la Corée, de la Roumanie, de la Tanzanie et de nombreux autres pays firent enregistrer officiellement leur opposition à l'intervention soviétique, préparant de surcroît un texte écrit dans lequel ils citaient les preuves du soutien résolu de la Chine aux mouvements de libération africains depuis les années cinquante.

S'adressant à la délégation vietnamienne, le représentant zambien déclara ensuite que son pays ne tolérerait sur son territoire aucune attaque contre la Chine.

C'est ainsi que les délégués soviétiques et vietnamiens furent amenés à déclarer le « retrait » de leur proposition, non sans avoir clairement démontré que leur politique hégémoniste mondiale leur importait bien plus que la lutte des peuples d'Afrique australe, au point de ne pas hésiter à tenter de détourner à leur profit une conférence internationale de solidarité.

Serge FOREST

CHINE

Il n'y aura pas d'université dirigée par les Jésuites

IL y a quelques semaines, la presse, la radio, la télévision, ajoutant foi imprudemment aux affirmations d'un jésuite, avaient annoncé que la Chine était prête à autoriser la Compagnie de Jésus à rouvrir et diriger l'ancienne université « Aurore » de Shanghai qu'ils possédaient avant la Libération.

Déjà le démenti du gouvernement français (affirmant que, contrairement aux propos du jésuite en question, la France n'avait pas servi d'intermédiaire entre les Jésuites et Pékin), avait soulevé quelques doutes sur la vérité de cette information sensationnelle.

Aujourd'hui, le discours tenu par le ministre chinois de l'éducation est on ne peut plus clair : « Prendre comme modèles les écoles des pays capitalistes ou bien permettre aux étrangers de fonder des écoles en Chine

n'est pas conforme à la réalité actuelle de notre pays ».

Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de professeurs étrangers en Chine, mais ils doivent respecter les orientations en matière d'enseignement préconisées par le gouvernement chinois. En aucun cas, ils n'assument la direction d'écoles.

Le ministre chinois a d'ailleurs expliqué la différence fondamentale entre la direction d'une école et la gestion d'une entreprise. Importer des techniques et des équipements étrangers ne veut pas dire importer le mode de production capitaliste. Par contre, l'enseignement des pays capitalistes porte en lui-même la marque de ceux qui nous dirigent ; on ne peut donc pas « l'importer » tel quel, car cela reviendrait à importer le mode de pensée de la bourgeoisie.

L'enseignement ne peut pas être neutre, il fait partie de la sphère des idées, et à ce titre, il transmet aux enfants des points de vue précis sur l'histoire, la géographie, la littérature, etc. Points de vue différents selon la classe sociale qui dirige le pays. Sans parler de la manière dont il est fait. C'est ce qu'explique de façon succincte le ministre chinois : « La direction d'une école est tout à fait différente de la gestion d'une entreprise. Les équ-

pements et les techniques des usines peuvent être introduites de l'étranger sans soulever de problème car ils n'ont pas de caractère de classe (1). L'enseignement appartient à la superstructure (2), aussi il ne peut se détacher de l'idéologie de classe (3). Nos écoles doivent former une jeune génération qui servira le socialisme de tout son cœur ».

Claude LIRIA

Notes : Voir encadré ci-joint.

(1) Caractère de classe : qui varie selon les classes sociales ; l'enseignement, par exemple, varie selon la classe sociale qui est au pouvoir (bourgeoisie ou classe ouvrière) : il a un caractère de classe.

(2) Superstructure : « Ce sont les vues politiques, juridiques, religieuses, artistiques, philosophiques de la société et les institutions politiques, juridiques et autres qui leur correspondent » (Staline).

(3) Idéologie de classe : « Système d'opinions, d'idées et de concepts que professe une classe (sociale) ou un parti politique ».

TCHÉCOSLOVAQUIE

L'engagement de Sabata pour la Charte 77

DEPUIS le 1er octobre 1978, Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, est en prison. Les autorités doivent décider prochainement de prolonger de 17 mois sa peine actuelle de 9 mois. Pourquoi s'en prennent-elles donc tant à Jaroslav Sabata ?

Sabata n'est pas seulement porte-parole de la Charte 77, ce mouvement créé pour exiger le respect des droits de l'homme et des lois en vigueur, il représente aussi le courant marxiste au sein de la Charte. Il représente le parti des 500 000

communistes exclus depuis 1969.

Sabata a été élu porte-parole de la Charte en avril 1978. Et jusqu'à son arrestation, il a agi efficacement pour briser au maximum l'isolement dans lequel le pouvoir voudrait la maintenir.

soviétiques et au dissident est-allemand Rudolf Bahro, condamné à six ans de prison simplement pour avoir publié un livre. Ainsi s'est développée la solidarité internationale entre l'opposition dans les différents pays soumis à la botte soviétique.

Mais la Charte 77 a apporté également son soutien aux victimes des interdictions professionnelles en Allemagne de l'Ouest.

POUR DES LIENS ÉTROITS AVEC LES GENS

Jaroslav Sabata a aussi agi pour que la Charte développe ses liens avec les millions de travailleurs tchécoslovaques et s'occupe de leurs problèmes quotidiens. Le document No 21 de la Charte, daté du 19 octobre 1978, faisait le point à ce sujet. Il indiquait : « La Charte 77 est une commu-

nauté active, vivante, ouverte. Elle ne se replie pas sur elle-même, elle ne se sépare pas de la société ». En prêtant attention à « tous les secteurs de la vie sociale », la Charte contribuerait mieux, « dans un développement largement démocratique », « à ce que tous les citoyens tchécoslovaques vivent et travaillent comme des hommes libres ».

La prise en main par les gens de leurs responsabilités sociales et politiques, voilà ce que redoutent Husak et ses maîtres, les occupants soviétiques !

Voilà pourquoi ils ont jeté Jaroslav Sabata en prison et veulent l'y garder le plus longtemps possible !

Voilà pourquoi tous ceux pour qui la « démocratie » est autre chose qu'un mot vide doivent exiger la libération de Jaroslav Sabata !

J.S.

L'Arabie saoudite rompt ses relations diplomatiques avec l'Égypte

L'ARABIE Saoudite a annoncé lundi la rupture de ses relations diplomatiques avec l'Égypte. Cette décision, également prise par le Koweït, a été justifiée par le ministre saoudien de l'Information par le fait que l'Égypte s'apprêtait à établir des relations diplomatiques avec l'État sioniste. Elle est d'ailleurs en conformité avec les décisions du dernier sommet arabe de Bagdad.

Cette rupture doit cependant être considérée comme symbolique : d'une part, l'Arabie Saoudite restera en contact diplomatique avec l'Égypte par le biais d'un « pays ami » ; d'autre part, il n'est pour l'instant pas prévu de rupture des liens économiques entre les deux pays. L'Arabie Saoudite maintiendra en particulier son aide à l'Égypte avec pour but de ne pas contraindre Sadate à dépendre encore plus des USA.

S. F.

ESPAGNE

L'enseignement du basque est rétabli

L'ENSEIGNEMENT de l'Euskera (la langue basque) vient d'être rétabli au Pays Basque espagnol dans les écoles des trois provinces : la Biscaye, Guipuzcoa et Alava. Dans les régions où l'Euskera est couramment utilisée, l'enseignement bilingue sera obligatoire (la langue espagnole étant toujours maintenue) ; par contre, dans les autres, il sera facultatif, suivant la décision des parents.

Aucune décision n'a été prise jusqu'à présent concernant la province de Navarre : un décret sera publié ultérieurement à la suite de négociations avec la « députation » de Navarre, sorte de conseil provincial élu le 3 avril dernier.

E. L. G.



DANS L'ACTUALITE

Stoléru fait 9 propositions pour casser la grève

MARDI 24, Stoléru, au cours d'une conférence de presse, a exposé une « proposition » en neuf points, destinée non pas à améliorer la situation des résidents Sonacotra, encore moins à satisfaire leurs revendications, mais à casser la grève.

Les principales mesures sont les suivantes :

- Etablissement d'un « contrat type de résidence » auquel devront se conformer tous les foyers. Un tel contrat s'appliquera à tous les foyers : de jeunes travailleurs, de travailleurs âgés, d'immigrés. L'Assemblée nationale votera une loi dans ce sens à l'automne.

- Mise en place ou renouvellement avant la fin de l'année des « comités de résidents » élus par les résidents de chaque foyer. Un comité central de résidents pourra être mis en place pour chaque type de foyer.

- Etablissement d'une convention collective entre les gestionnaires et le personnel employé dans les foyers (gérants...).

- Résorption des foyers inadaptes, insalubres...

- Présentation avant la fin de l'année à chaque comité de résidents un pro-

gramme de travaux d'aménagement de leur foyer.

- Institution d'une quittance de loyer mentionnant : le loyer, les charges, les services collectifs fournis (lingeries, etc.).

- Augmentation en juillet du montant des loyers de 9% en moyenne. Cette augmentation sera de 6 à 12% selon les foyers. Une augmentation aura lieu tous les six mois.

Rien n'est donc fait pour satisfaire les revendications des résidents. Ceux-ci demandent non pas un statut de résident qu'ils refusent, mais celui de locataire. Au lieu de diminuer le prix des loyers, Stoléru les augmente. La mise en place de comités de résidents et d'un comité central vise à éliminer le Comité de coordination qui n'est pas reconnu et à mettre en place un comité central favorable à la Sonacotra et aux directions des sociétés de logement. Quant aux divers droits demandés par les résidents, ces propositions ne les mentionnent pas.

Ces mesures visent donc à casser la lutte des résidents plus qu'à autre chose. Stoléru a, d'autre part, déclaré qu'il ne s'opposerait pas aux expulsions en cours dans les foyers, ni aux poursuites engagées par la Sonacotra.

H.M.

Deux douzaines de conseillers russes et cubains prisonniers des patriotes cambodgiens

SELON le *Herald Tribune*, deux douzaines de conseillers cubains et soviétiques sont prisonniers des patriotes cambodgiens. Certains ont été capturés, il y a plusieurs semaines, à Battambang, à l'ouest du pays. La présence de Cubains et de Russes, aux côtés des forces d'occupation vietnamiennes, est confirmée par la radio du Kampuchea démocratique qui vient d'annoncer la mort d'un conseiller soviétique, au cours d'une opération des maquisards à Siempang, au nord du Cambodge, près de la frontière du Laos. Cinq autres Soviétiques et Cubains ont été tués entre le 4 et le 14 avril.

Selon un ancien commandant d'une unité de résistants cambodgiens, les conseillers soviétiques s'élèvent à un millier et les Cubains à 2000. Il y a de 3 à 5 Soviétiques par division vietnamienne ; ils ne participent pas directement aux combats mais se tiennent dans les états-majors de division.

Par contre, les Cubains participent aux combats, dans les unités de tanks et comme pilotes. L'essentiel du matériel utilisé par les Vietnamiens est soviétique.

Contredisant les informations annonçant « la débâcle des Khmers rouges », les pertes parmi les troupes d'occupation vietnamiennes sont toujours très élevées.

Du 4 au 14 avril, au cours de 13 engagements, les Vietnamiens ont eu 369 tués et 71 blessés. Du 21 mars au 5 avril, 620 soldats vietnamiens ont été tués à l'ouest et au sud du Cambodge. Rien qu'à Kompong Chhnang, à 90 km à l'ouest de la capitale, 210 soldats vietnamiens ont été tués entre le 27 mars et le 5 avril.

Comme l'a indiqué un dirigeant de la résistance cambodgienne : « Dans la guerre populaire, on ne remporte pas les victoires spectaculaires que recherche tout le temps la presse occidentale. Mais lentement, les gains quantitatifs amènent un point tournant qualitatif en faveur du peuple ».

C.L.

Nouveau plan contre les immigrés des foyers Sonacotra

LA répression contre les résidents en grève des foyers Sonacotra (poursuites, expulsions) provoque une réplique ferme des résidents. Trois manifestations ont eu lieu samedi dernier dans l'Est et la région parisienne. Samedi prochain, les résidents des foyers de l'Essonne manifesteront entre Longjumeau et Chilly-Mazarin. Les résidents du foyer de Garges-les-Gonnesse, quant à eux, appellent les travailleurs et démocrates de leur région à passer la nuit du 30 avril au premier mai avec eux pour faire échec

à l'expulsion.

Mardi, Stoléru a lui présenté neuf mesures dont le but n'est pas de satisfaire les revendications des résidents mais de casser leur lutte avant l'été.

La lutte contre les expulsions est à l'ordre du jour. Elle sera certes encore plus difficile à mener que celle contre les précédentes mesures répressives du pouvoir. Elle est dans une large mesure décisive pour la suite de la lutte. Nous appelons les travailleurs français à soutenir résolument les résidents de la Sonacotra contre les expulsions des foyers.

Interview du comité de résidents du foyer Sonacotra de Garges-les-Gonnesse

Pour s'opposer aux expulsions, un appel à venir au foyer le 30 avril

LE foyer Sonacotra de Garges-les-Gonnesse, 7 rue des Prieuses, est habité par 308 résidents. La grève y a commencé le 25 septembre 1975. Nous avons rencontré le comité de résidents qui nous a fait part des problèmes actuels de la lutte et surtout de la répression judiciaire dont les résidents sont victimes. Les résidents aussi s'attendent à être expulsés aux environs du 1er mai. Aussi appellent-ils les travailleurs et démocrates français à venir les soutenir nombreux le soir du 30 avril en prévision des expulsions.

Interview recueillie par Henri MAZERAU.

HR : Avez-vous été condamné déjà par la justice comme la plupart des foyers ?

Le 28 mars, nous avons été convoqués par le Tribunal de Grande Instance de Pontoise. La convocation avait pour motif la fermeture du foyer. Elle concernait tous les résidents du foyer. Finalement le tribunal a pris une décision d'expulsion, ce qui est en opposition avec le motif de notre convocation qui était la fermeture.

Aujourd'hui, nous savons que nous allons être expulsés. Quand le tribunal a prononcé le jugement, l'avocat a demandé à la Sonacotra comment elle allait reloger les résidents ? La Sonacotra a répondu qu'elle relogerait ceux qui sont en situation régulière dans le foyer de Pierrefitte. La Sonacotra dit vraiment n'importe quoi puisque ce foyer est lui-même en situation irrégulière. Le tribunal a motivé les expulsions par l'expiration d'une convention d'hébergement. Quelle convention ? Il n'y a jamais eu une chose pareille. Elle n'a pas pu expirer par conséquent. La décision d'expulsion est complètement irrégulière et arbitraire.

La seule chose que nous ayons, c'est une « carte de présence » dont un duplicata est en possession du

commissariat et de la préfecture et qui donc n'est qu'un moyen de contrôle supplémentaire contre nous.

HR : Pensez-vous être expulsés et quand ?

Nous nous considérons comme de futurs expulsés. Nous pensons que les expulsions auront lieu le 1er mai ou aux environs de cette date. De toute façon, si la police intervenait, ce serait illégal. Les expulsions comme c'est prévisible devant avoir lieu autour du 1er mai, on aurait dû recevoir la visite d'un huissier qui doit, avant l'exécution du jugement, faire un constat et donner un dernier avertissement. Or, nous n'avons jamais vu d'huissier. L'intervention des flics, la semaine prochaine, serait aussi illégale, si elle se produisait.

HR : Combien de résidents sont-ils menacés ? On ne sait pas. Le 28 mars, c'est l'ensemble des résidents qui avait été convoqué.

HR : Qu'allez-vous faire s'il y a expulsion ?

Nous ne pensons pas que la Sonacotra nous accorde ses grâces pour nous reloger. Ce que nous pouvons dire, c'est que nous ne nous laisserons pas expulser comme

ça. Nous souhaitons beaucoup voir les travailleurs français venir nous soutenir. Nous les appelons à venir nombreux au foyer le soir du 30 avril et à passer la nuit avec nous pour s'opposer aux expulsions.

HR : Vous passez aussi devant le tribunal le 26 avril prochain ?

Sept résidents sont convoqués le 26 pour un jugement en conciliation. Ce ne sera que la septième fois que nous passons devant le même tribunal pour la même raison. Il n'y a pas de conciliation en réalité puisque la Sonacotra nous réclame 8887,10 F. Le tribunal va juger et nous con-

damner. Drôle de conciliation.

Déjà le 7 décembre 1978, six des sept résidents convoqués ont été jugés par le même tribunal qui avait annulé la demande de paiement des arriérés de la Sonacotra. Donc, normalement, puisque ce jugement rendu n'a pas été cassé, le cas de ces six camarades est jugé. Or, ils sont de nouveau convoqués devant le même tribunal pour le même motif, ce qui est irrégulier.

Nous demandons la présence de travailleurs et démocrates français, jeudi 26 à 14 h devant le tribunal de Garges-les-Gonnesse.

Pour faire échec aux expulsions, les résidents demandent à tous ceux qui les soutiennent de passer la nuit du 30 avril au 1er mai au foyer de Garges. Ils demandent également d'aller les soutenir le 26 avril à 14 h devant le tribunal de Garges-les-Gonnesse dans le Val-d'Oise.

Tenue d'un congrès des travailleurs immigrés de la Communauté économique européenne

DEUX cents représentants de travailleurs immigrés des pays de la Communauté économique européenne ont tenu le week-end dernier un congrès. Ils ont adopté un programme demandant l'égalité des droits en particulier des droits politiques. Ce programme sera présenté au Parlement européen de Strasbourg le 2 juin, cinq jours avant les premières élections directes de l'Assemblée européenne. Le programme réclame le droit au travail, celui de vivre avec sa famille, la liberté d'expression et d'assemblée. Les travailleurs immigrés revendiquent la liberté de décider eux-mêmes la date de leur retour dans leur pays d'origine.

Ce congrès était organisé par le Comité des travailleurs marocains. Vingt-deux organisations d'immigrants de neuf pays de la Communauté économique européenne y participaient.



L'HUMANITÉ ROUGE - Jeudi 26 avril 1979

Journées de solidarité à Dunkerque, Denain et Fameck

Le 29, 30 avril et 13 mai

Organisées par le PCML



L'expérience de notre délégation du 25 février à Longwy

LE samedi 25 et le dimanche 26 février, une délégation de notre parti, militants d'entreprises de la région parisienne et d'Orléans, s'est rendue à Longwy, en solidarité avec les sidérurgistes. Voici quelques réflexions recueillies auprès d'un camarade de cette délégation qui permettent d'éclairer le contenu des rencontres que notre parti organise les 29 et 30 avril à Dunkerque et Denain et le 13 mai à Fameck (en Lorraine). Ces rencontres sont, en effet, dans le prolongement de l'expérience de cette délégation.

Q : Comment cela s'est-il passé ?

R : Ça a été un peu différent de ce qu'on avait prévu dans la mesure où le week-end où on s'est rendu à Longwy, il y a eu un certain nombre d'événements, en particulier l'évacuation par les flics, dans la nuit du vendredi au samedi, du relais du Bois de Cha, occupé précédemment par les militants CFDT de Longwy.

Suite à cette évacuation par les flics, il y a eu l'attaque du commissariat avec toutes les interprétations auxquelles ça a donné lieu dans la presse, l'intervention au cours de ces événements du député du PCF, Porcu, la manifestation de Longwy, le lendemain, sur le relais du Bois de Cha pour protester contre l'intervention policière, etc.

C'était donc un week-end chargé pour les militants, en particulier les militants de l'UIS-CFDT qu'on avait prévu de rencontrer. Aussi, les rencon-

tres avec eux ont posé un certain nombre de problèmes d'organisation.

Ce qui nous a frappé au départ, c'est l'ambiance qui régnait dans Longwy, l'ambiance de lutte.

On est arrivé le samedi matin au moment où les manifestants étaient autour du commissariat, la ville était en effervescence. Les sidérurgistes avaient bloqué une entrée, l'entrée principale de Longwy, avec des camions pour s'opposer à l'intervention éventuelle des forces de police.

Tout ça, c'était une ambiance un peu différente de ce qu'on connaissait d'habitude dans la mesure où, dans les endroits où l'on militait, il n'y avait pas une mobilisation comparable.

Au niveau des militants avec lesquels on a eu l'occasion de discuter, ce qu'il faut dire c'est que malgré toutes les tâches qu'ils ont eues pendant ce week-end, ils ont réussi à dégager du temps, pour quelques-uns d'entre eux, pour venir discuter avec nous le diman-

che après-midi.

On sentait de leur part une volonté de dialoguer, d'échanger des expériences, aussi bien avec des militants de notre parti, en tant que tel, qu'avec des travailleurs qui, dans leur pratique de masse, avaient un certain nombre d'expériences qui pouvaient leur être utiles mais aussi auxquelles ils pouvaient apporter des éléments, des appréciations leur permettant d'enrichir leur pratique et d'impulser la solidarité avec les travailleurs de la sidérurgie là où ils militaient.

Q : Sur quoi ont porté les discussions ?

R : Avec les camarades de l'UIS, elles ont porté principalement d'abord sur, disons, une vision un peu plus concrète de ce que représentaient la sidérurgie, la situation dans la sidérurgie aussi bien au niveau politique qu'au niveau du déclenchement de la lutte contre les licenciements.

Et puis aussi une explication un peu plus technique de ce que représente la sidérurgie, de l'objectif que poursuivaient les patrons au niveau de la restructuration, avec une explication au niveau des produits que les patrons pensaient supprimer, de ceux, au contraire, sur lesquels ils comptaient faire porter leur effort pour tirer le maximum de profits.

Nous avons eu, disons, une explication un peu économique qui a permis d'avoir une idée un peu plus concrète des conditions de travail, de la façon dont se déroulait la production sidérurgique, ce qui est quand même important lorsqu'on veut avoir une idée un peu précise d'une lutte.

La discussion a porté aussi sur la façon dont les camarades allaient développer la lutte, sur les difficultés qu'ils avaient rencontrées pour sensibiliser en premier lieu les travailleurs de la sidérurgie par rapport aux problèmes des licenciements et sur ce qu'ils attendaient de nous au niveau du développement de la solidarité sur nos lieux d'intervention.

Lors des diffusions de la brochure au porte-à-porte,

on a discuté notamment avec des militants du PC et de la JC. Ces discussions ont été animées, mais il n'y a pas eu refus de discussion.

On a soulevé le problème de l'« Europe allemande » avec des militants de la JC, « Produire français », etc.

Leurs arguments ont été relativement faibles lorsqu'on approfondissait un peu.

(A suivre)

MARSEILLE

Les travailleurs marseillais montent à la préfecture avec ceux de la Solmer

LE lendemain de la journée « Portes ouvertes » à la Solmer (Fos-sur-Mer), les maîtres de forges, certainement mécontents de l'insuccès de l'intervention des CRS, ont licencié huit travailleurs, dont plusieurs délégués.

Mardi matin, les sidérurgistes de Fos devaient venir en délégation au comité régional économique et social. Devant la bourse du travail, à Marseille, une grande banderole leur souhaita la bienvenue. Quittant leurs ateliers, des délégations de travailleurs de Marseille apportent leur soutien à ceux de la Solmer : les dockers, ceux de la navale, les ouvriers de la SAM en forte délégation, un groupe venu de la SNIAS de Marignane accueillent les cars venus de Fos.

C'est en chantant : « C'est le plan Davignon qui ruine notre région » que le cortège s'ébranle en direction de la préfecture. Les slogans contre la répression et les licenciements alternent avec les explications à la population marseillaise tout au long du parcours.

Venant de l'autre bout de Marseille, le cortège des ouvriers de Titan-Coder — eux aussi à nouveau menacés de licenciement — fait la jonction avec le reste de la manifestation devant la préfecture. Là se déroule le scénario habituel : rideau de képis et délégations. Néanmoins, les travailleurs ont ménagé quelques surprises.

Tout d'abord, les sidérurgistes de Fos déversent des dizaines de sacs de minerais et de charbon aux pieds des flics et du commissaire principal indigné. Peu après, tous les regards se tournent vers la façade de la préfecture : une banderole, « La Sam vivra », était déployée depuis les toits par deux travailleurs qui avaient réussi à traverser les combles.

Peu à peu, la manifestation s'effiloche dans l'attente des délégations. Comme le dira en sortant de la préfecture un ouvrier de la Sam : « Il n'y a là-haut que des vieux notables, ils nous ont écoutés et ils ont dit qu'ils interviendraient auprès du préfet. Mais il ne faut pas en attendre grand chose ».

Le point positif de cette manifestation restera sans nul doute la solidarité entre les travailleurs menacés par le chômage (la SAM et Titan Coder) et ceux qui se battent pour les 300 F à la Solmer.

Herué DASTAR

Alexis Chibaev fait l'éloge des syndicats soviétiques dont il est le président

Pourquoi donc des ouvriers soviétiques créent-ils leurs propres syndicats ?

EN venant en France, à l'invitation de la CGT, le président des syndicats soviétiques, Alexis Chibaev, ne manque pas de faire l'éloge des syndicats qu'il dirige. Mais il faut se poser une question : si les syndicats dirigés par Chibaev défendent si bien les ouvriers, pourquoi des ouvriers soviétiques ont-ils été amenés à fonder, en janvier 1978, des syndicats indépendants ?

Ce n'est pas à la légère que les ouvriers regroupés autour de Vladimir Klebanov ont pris la décision de fonder un syndicat indépendant de l'Etat. L'autobiographie de Klebanov en témoigne :

« Depuis 1958, je n'ai cessé de dénoncer les violations grossières du code du travail, notamment du décret de 1956 qui instaure la journée de six heures et la semaine de six jours ; j'ai exigé des salaires décentes ; j'ai exigé tout particulièrement que l'on cesse de dissimuler les accidents de travail dans les rapports officiels ; j'ai exigé que soit redéfinie la catégorie des invalides, que l'on attribue des indemnités convenables aux mineurs, victimes d'accidents dont la responsabilité incombe à la direction ; j'ai exigé la pour-

suite des criminels qui volent des matériaux de valeur et occupent des positions importantes dans l'industrie et l'appareil d'Etat ; j'ai exigé que soit mis fin à la corruption et à l'arbitraire dans la répartition des logements, etc. ».

Pour toute réponse, Klebanov n'a obtenu que des persécutions... jusqu'au jour où on l'a déclaré « malade mental » parce qu'il se plaignait trop... Et on l'a mis à plusieurs reprises dans un hôpital psychiatrique.

Les compagnons de Klebanov ont eu des déboires analogues avec les autorités. Et c'est seulement quand ils ont vu que partout, du haut en bas de l'Etat, on ne leur répondait qu'en les licenciant et en les persécutant, qu'ils ont décidé de s'unir et de fonder un nouveau

syndicat, indépendant, car les syndicats officiels ne les défendaient pas.

Et les statuts du « syndicat indépendant des travailleurs de l'URSS », publiés à Moscou le 1er février 1978, indiquaient : « Peut devenir membre du Syndicat indépendant des travailleurs tout ouvrier dont les droits et intérêts ont été illégalement lésés par les organes administratifs ou judiciaires par ceux des soviets et du parti. » (Article 1).

Dès l'annonce de la fondation de ce syndicat indépendant, un grand nombre de ses 200 membres étaient jetés en prison ou en hôpital psychiatrique.

200 membres — pour 250 millions de citoyens soviétiques — ce n'est pas beaucoup, c'est vrai... Mais pourquoi, alors, les autorités soviétiques ont-elles réprimé les fondateurs du Syndicat indépendant avec tant de rigueur sinon parce qu'elles se sentent frappées au cœur du fait même qu'une organisation indépendante se crée pour défendre les intérêts ouvriers contre leur arbitraire ?

Jean SCHUBERT

Le syndicat CFDT de la RATP demande des explications

LE syndicat CFDT de la RATP vient de tenir son congrès les 20 et 21 avril à Massy. A cette occasion, les congressistes ont voté une motion demandant, entre autres, à la Fédération générale des métaux d'apporter des explications quant à la suspension d'U. Inor-Dunkerque. « En effet, dit la motion, la presse quotidienne en a abondamment parlé (Cf : le Monde, Libération, le Matin), par contre la presse du syndicat a fait silence sur cette affaire ».

Correspondant

HISTOIRE



Octobre 1917 : Les marins se préparent à l'insurrection.



Octobre 1917 : La prise du Palais d'hiver.

LES EDITIONS DU CENTENAIRE PRESENTENT

Le tome II de «L'Histoire du Mouvement Communiste International»

Le premier tome de l'Histoire du Mouvement communiste international, publié en octobre dernier aux Editions du Centenaire, apportait au lecteur une analyse politico-historique des origines du mouvement ouvrier et de l'apport capital de Marx et Engels dans l'organisation du prolétariat.

Ce second volume, qui couvre la période allant de la mort d'Engels (1895) à celle de Lénine (1924), nous fait découvrir le rôle décisif de Lénine dans l'édification du parti de la classe ouvrière, les luttes au sein de la IIe Internationale et le triomphe de la Révolution socialiste d'Octobre 1917.

A la mort d'Engels, en 1895, les idées du socialisme scientifique, élaborées par Marx et Engels, progressent et se développent au sein de la classe ouvrière des pays d'Europe. Mais des tendances erronées existent aussi et se manifestent dès le début dans les premiers partis ouvriers.

A cette même époque, les puissances capitalistes occidentales rentrent dans leur phase impérialiste. Le renforcement de leur politique colonialiste et hégémoniste entraîne des rivalités inter-impérialistes acharnées. Or, c'est en Russie que les conditions nécessaires au déclenchement de la révolution socialiste mûrissent le plus vite.

LA PROPAGATION DU MARXISME EN RUSSIE

Dans la Russie tsariste du début du XXe siècle, les conditions de vie et de travail sont déplorables pour le peuple : le servage existe toujours dans les campagnes et les journées de 15 à 16 heures dans les usines ne suffisent pas à nourrir une famille ; la moindre tentative de révolte est sauvagement réprimée.

Les idées marxistes progressent rapidement dans la classe ouvrière russe qui compte près de trois millions de travailleurs au début du siècle. Lénine va

jouer un rôle décisif dans son organisation.

LA CONCEPTION LÉNINISTE DU PARTI PROLÉTARIEN

Lénine combat vigoureusement les tendances à l'action terroriste individuelle coupée des masses populaires qui se manifestent à cette époque avec une certaine force. Au sein de la IIe Internationale, il s'oppose à Bernstein et Kautsky qui veulent « réviser » le marxisme et qui conduisent le mouvement ouvrier dans l'impasse du réformisme, du parlementarisme et du chauvinisme.

Pour Lénine, seule l'organisation des travailleurs au sein du parti prolétarien, guidé par les théories de Marx et Engels, peut donner à la classe ouvrière et aux masses populaires les moyens de s'émanciper. C'est cette conception qu'il développe dans son œuvre *Que faire ?*

LA RÉVOLUTION DE 1905

Le IIe congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) adopte à une large majorité les thèses de Lénine. Dès lors, la lutte entre les bolcheviks (« majoritaires ») et les mencheviks (« minoritaires ») et autres courants déviationnistes deviendra acharnée au sein du Parti.

Le courant révolutionnaire va se renforcer à l'occasion de la guerre russo-japonaise. La défaite de la Russie et l'aggravation de la crise économique se répercutent sur la vie du peuple. Face à la misère et à la famine, de violents mouvements de protestation éclatent dans tout le pays, réprimés dans le sang par la police et l'armée tsaristes.

Grèves et manifestations se succèdent à un rythme de plus en plus rapide durant l'année 1905. Des soviets (assemblées du peu-

pie) se constituent dans toute la Russie. Sous la pression populaire, le tsar est obligé de constituer un parlement (Douma) et de nombreux députés des soviets y seront élus. Ces soviets joueront un rôle capital dans la propagation des idées révolutionnaires.

En décembre 1905, des soulèvements armés éclatent dans plusieurs villes et au sein de l'armée (mutinerie des marins du cuirassé Potemkine). Mais les masses sont insuffisamment préparées et la révolution de 1905 échoue. La réaction va s'abattre sur tout le pays pendant plusieurs années. Néanmoins, l'élan révolutionnaire n'est pas brisé et l'alliance ouvriers-paysans se renforce. Le parti bolchevik continue la lutte dans la clandestinité et accumule des forces pour les assauts futurs.

LE PARTI BOLCHEVIK ET LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Les divergences entre les bolcheviks et les mencheviks s'accroissent. La lutte contre les opportunistes sera très dure et se terminera par la victoire des bolcheviks et l'expulsion des mencheviks du POSDR en 1912, qui constitue dès lors un parti marxiste autonome.

Au sein de la IIe Internationale, Lénine participe activement au débat sur la question nationale et coloniale. Face à l'attitude capitulationniste des sociaux-démocrates au moment du déclenchement de la Première Guerre mondiale, Lénine unit autour de lui la gauche internationale. A la conférence de Zimmerwald, avec K. Liebknecht, Rosa Luxembourg et Clara Zetkin, il lance l'idée d'une nouvelle Internationale.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917

C'est surtout en Allemagne et en Russie que se

développe la lutte contre la guerre impérialiste et pour la révolution. En Russie, les bolcheviks font un intense travail d'agitation ; les travailleurs suivent la ligne de lutte de classe du parti et, en février 1917, un soulèvement armé renverse le tsar.

Mais la bourgeoisie et les sociaux-démocrates s'emparent des fruits de la révolution, forment un gouvernement provisoire et trahissent l'espoir des masses ouvrières et paysannes. Le retour d'exil de Lénine contribue à renforcer le rôle dirigeant du parti bolchevik dans le déclenchement de l'assaut final contre la bourgeoisie. Le mot d'ordre « Tout pour le pouvoir aux Soviets ! » est lancé. Le 24 octobre, le parti appelle à l'insurrection armée générale. En quelques jours, il s'assure la victoire définitive de la révolution.

La première révolution socialiste de l'histoire de l'humanité vient de triompher ; mais la lutte contre l'intervention étrangère et les forces contre-révolutionnaires à l'intérieur du pays et pour le renforcement de la dictature du prolétariat ne fait que commencer. Lénine s'y attèlera jusqu'à sa mort le 21 janvier 1924.

« L'Histoire du Mouvement communiste international » est un excellent ouvrage de vulgarisation et d'éducation. Il nous fait découvrir dans un langage simple l'histoire du mouvement ouvrier, les origines et le développement des idées de Marx, Engels et Lénine et les luttes qui les opposèrent dès le début à tous ceux qui tentèrent de « réviser » ou « d'actualiser » le marxisme-léninisme. Très didactique, il donne un aperçu des œuvres fondamentales des théoriciens marxistes en les situant dans leur contexte politico-historique. Par l'actualité des questions soulevées, cet ouvrage constitue un outil précieux que chacun pourra utiliser avec profit.

Vie syndicale

Renforcer le travail syndical, c'est aussi lutter contre la division

Nous disons en décembre : « Il y a la colère mais tout autant de désarroi. La classe ouvrière n'a été ni préparée ni mobilisée pour une riposte de grande ampleur, du tac-au-tac, aux attaques capitalistes ».

LUTTER CONTRE LA DIVISION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Nous payons aujourd'hui, face à l'offensive du capital, l'impréparation dans laquelle a été laissée la classe ouvrière, mais nous payons aussi les fruits de la division semée par les patrons. Par exemple, l'emploi de l'intérim, les difficultés encore plus grandes pour avoir du travail pour les femmes, les jeunes, les travailleurs immigrés. Cette réalité-là est celle à laquelle nous sommes confrontés quotidiennement.

Organiser la riposte et la lutte contre le capital passe par la lutte contre la division de la classe ouvrière et donc un renforcement pour le parti du travail syndical.

Peut-on imaginer qu'il soit possible de lutter contre le chômage, les bas salaires, les licenciements, les atteintes quotidiennes aux libertés dans les entreprises sans des sections syndicales fortement implantées et capables de mobiliser l'ensemble des syndiqués de l'entreprise ?

UNE NECESSITE : SE SYNDIQUER.

Peut-on imaginer de réaliser l'unité des chômeurs et des actifs, de lutter contre les licenciements, pour les augmentations, les conditions de travail, contre les atteintes au droit de grève, aux libertés démocratiques, avec des sections syndicales qui se réduisent trop souvent aux seuls délégués ?

Nous avons publié dans notre édition d'hier un article de notre correspondant de Bordeaux concernant une lutte victorieuse contre la répression patronale à la Spie-Dumez (mise à pied de 15 délégués) au chantier de la centrale nucléaire de Braud-St-Louis. Voici aujourd'hui les réflexions de ce camarade sur l'importance de la lutte syndicale.

Dans les entreprises, sur les chantiers, la désyndicalisation augmente. Dans les sections, les délégués ont à lutter contre la division, le découragement, la renonciation des camarades de travail.

Face à ces difficultés, certains, désorientés, isolés, mal informés mais sincères et animés d'une grande volonté de lutte, laissent tomber ou semblent momentanément dans l'incompréhension et le découragement.

NOUS NE DEVRIONS RIEN DIRE, RIEN FAIRE ?

Nous disons, quant à nous, que les difficultés qu'ils éprouvent dans le travail syndical, nous les éprouvons aussi.

Les difficultés, la division existent mais elles ne sont pas invincibles. L'offensive du capital, les restructurations, le chômage, la répression syndicale sont autant d'arguments pour voir qu'il faut relever la tête, s'engager dans la lutte contre la division, renforcer le fonctionnement démocratique des sections syndicales, trouver les moyens de faire participer la masse des syndiqués au travail de la section.

Mais cela, nous en sommes conscients, ne se fera pas du jour au lendemain. Mais cela se fera !

ALORS ?

Alors oui, il faut des sections syndicales vivantes et informées. Il nous faut renforcer le travail dans les sections syndicales, seules capables de rassembler la grande masse des travailleurs de l'usine, du chantier, dans la lutte contre le chômage, dans la lutte contre le capital !

PETITE BIBLIOTHEQUE CHINOISE

HISTOIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL 1848-1917 II.

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

« Histoire du Mouvement communiste international » (1848-1917). Tome I : 18 F. Tome II : 26,50 F. En vente dans toutes les bonnes librairies et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris (ajouter 2 F par tome ou 3 F pour deux tomes pour participation aux frais de port).

Pourquoi le PCF tient-il tant à l'URSS

QUEL besoin ont donc les dirigeants du PCF de s'acharner à défendre l'indéfendable, en tant que leur crédibilité ? Quel besoin ont-ils d'afficher une solidarité encombrante avec des champions de la répression sociale et politique compromettant ainsi gravement l'image de marque démocratique qu'ils tiennent tellement à entretenir ?

Quel besoin ont-ils de donner à penser que la société qu'ils veulent est tout le contraire de celle qu'ils disent : autogestionnaire, libre, pacifique, etc.

Bref, quel besoin ont donc les dirigeants du PCF de fournir un soutien presque sans faille à la politique brejnevienne créditée pour la circonstance d'un « bilan globalement positif » ? Pourquoi se sont-ils accroché une casserole « aussi bruyante » ?

Telle est la question qu'on est amené à se poser quand on examine l'attitude du PCF à l'égard de l'URSS. Le 23e congrès devant sanctionner un resserrement de ces liens, et ceci complètement à contre-courant de l'opinion publique démocratique et progressiste.

Il faut de puissants motifs pour s'imposer un tel handicap vis-à-vis de l'opinion des travailleurs de notre pays.

DES LIENS ANCIENS

Examinons quelques unes de ces raisons. En premier lieu, on doit certainement prendre en compte les liens anciens remontant à l'époque où l'URSS était patrie du socialisme, à l'époque où l'URSS était la force qui luttait en première ligne

pour en finir avec la barbarie nazie.

Ces liens de solidarité révolutionnaire ont dégénéré en liens d'un autre type en même temps que s'opérait la transformation révisionniste des partis soviétique et français. Ainsi dirigeants soviétiques et français scellèrent une solidarité idéologique en optant pour des thèses comme celle du passage pacifique, de la compétition pacifique avec l'impérialisme, de l'abandon de la révolution. D'autres liens sont ceux d'ordres économique et financier.

DIRECTEMENT INTERESSÉ PAR LES LIENS ÉCONOMIQUES

Ainsi le PCF se trouve directement intéressé (au sens matériel) aux échanges économiques franco-soviétiques dont il est dans bien des cas le courtier (l'affairiste communiste Jean Baptiste Doumeng en est un exemple). Sans doute en existe-t-il d'autres, certains évoquent des liens occultes, des groupes de pressions, des « créatures de Moscou » installées dans l'appareil, etc.

LA CARTE MAITRESSE

Mais l'explication politique décisive ce sont les dirigeants du PCF eux-mêmes qui la fournissent. Dans leur projet de résolution pour le 23e congrès. Ils écrivent : « Cette même fidélité à la ligne du 22e congrès nous fait repousser toute idée de rupture avec les pays socialistes, de repliement sur nous mêmes (...). La lutte de classe est

à la fois nationale et mondiale. La voie démocratique au socialisme pour la France trouve dans l'évolution du rapport de force international, dans les progrès de la détente et de la coexistence pacifique, l'un de ses fondements, l'une de ses cartes maîtresses. L'oublier serait suicidaire ».

En clair, c'est dire qu'il ne faut pas rompre avec l'URSS, que ce serait « suicidaire » puisqu'une des « cartes maîtresses » permettant la réalisation du projet politique de la direction du PCF et de ses tenants c'est précisément la puissance de l'URSS.

Est-ce à dire que le projet capitaliste bureaucratique fondé sur le contrôle de monopoles nationalisés (assez proche de l'actuel modèle soviétique) ne pourrait s'imposer « pacifiquement » au détriment de la bourgeoisie aujourd'hui au pouvoir en France, que grâce à la pression soviétique ? Une pression qui ne serait pas seulement « morale » mais militaire. Car, en dernière instance, comment se mesure la puissance de l'Union soviétique sinon en nombre de divisions, de missiles et de chars ? **

Pierre MARCEAU

* Le fait qu'il s'agissait de liens de solidarité authentiquement révolutionnaires ne signifie pas qu'ils furent exempts de déviation. Un certain stalinisme du parti français faisant pendant à des conceptions erronées de « parti-père » du côté soviétique.

** N'est-ce pas ce que veut dire Husak quand il dit que la solidarité du socialisme tchécoslovaque doit beaucoup à la puissance de l'Union soviétique ?

Libération du crédit à la consommation

LA libre concurrence, très à l'honneur en ce moment, ne concerne pas seulement les groupes industriels, mais aussi les banques et les organismes de crédit. Le Conseil national de crédit vient, en effet, de lever les barrières d'encadrement du crédit pour relancer la consommation.

Dans notre édition du 25 avril, nous avons vu sur quelles ficelles le patronat tire pour bénéficier des aides publiques de l'Etat.

La réunion du Conseil national de crédit du mardi 21 avril avec la participation exceptionnelle de Monory souligne ce rôle de l'Etat : « Je vais simplifier le système du crédit à la consommation, ouvrir totalement la liberté dans ce domaine, améliorer la connaissance des taux ».

Le crédit était jusqu'à présent encadré. L'Etat fixait un taux d'intérêt : le temps d'emprunt (21 mois, sauf pour l'automobile, 24 mois) et le minimum comptant à apporter.

A présent, les organismes prêteurs pourront pratiquer les taux d'intérêts qu'ils désirent, allonger ou réduire le temps de l'emprunt — il est question de le porter à 36

mois — baisser ou élever la quotité minimum d'argent comptant.

Ces décisions vont dans la droite ligne de la politique de renforcement de la concurrence décidée par le gouvernement.

Les 75 organismes qui se partagent le crédit à la consommation, soit 20 milliards de francs par an, vont se livrer une bataille acharnée pour s'accaparer une plus grosse part de ce marché.

Il est sûr que cette libération du crédit à la consommation va entraîner aussi la chute, la disparition d'organismes prêteurs. Car s'ils sont effectivement 75, deux seulement contrôlent la moitié du volume des prêts, ce sont le Cetelem, filiale de la Compagnie bancaire et Sofinco du groupe Suez.

Cette concurrence des organismes de crédit va con-

centrer dans quelques mains le crédit. Cette concentration va de pair avec la concentration encore plus poussée des capitaux, telle que l'envisage le rapport Mayoux sur la refonte du système bancaire.

Si le gouvernement octroie la libération du crédit à la consommation, c'est pour répondre à une nécessité, relancer la consommation, faciliter l'écoulement des marchandises donc renforcer les bénéfices des groupes producteurs des biens de consommation.

Cette libération du crédit n'est pas à franchement parler une mauvaise chose — ponctuellement — pour les consommateurs. Ils « profiteront » de la concurrence entre organismes prêteurs, ils « profiteront » de taux plus bas, tout comme ils « bénéficieront » de la concurrence entre les grands magasins pour acheter moins cher.

Mais tout cela ne change rien en définitive à la baisse continue du pouvoir d'achat des travailleurs. Pour eux, c'est une mesure trompe-l'œil.

Culturel

Le cinéma chinois, un cinéma qui bouge



Photo extraite d'un film chinois.

« **L**A dot en carton », « La ruelle aux fleurs », « Ma vie », « Soleil radieux », « Mariage reporté », ainsi sont intitulés quelques uns des films chinois présentés au 1er festival des films du tiers monde à Paris. Ce sont des films qui se situent tous dans les années 1947, 1948, 1949, 1950. Immédiatement avant ou immédiatement après la Révolution chinoise de 1949.

Il faut dire que, de 1966 à 1976, la production cinématographique chinoise a connu un recul très important. Depuis 1977, elle se développe, se renouvelle et s'enrichit. Le cinéma chinois est très méconnu en France mais il a un public très vaste en Chine et c'est un art très populaire. Où en est-il ?

C'est la première fois qu'est diffusé un aussi grand nombre de films en une seule fois.

Injustement méconnu, le cinéma chinois est très riche. De 1905 à 1949, date de la Révolution, on comptait plus de 2 000 films réalisés. Depuis 1949, 800 films sont sortis dont 673 avant la Révolution culturelle. Mais, entre 1966 et 1976, Kiang Tsing a mis en avant sa courte carrière d'actrice des années 1930 pour régenter toute la production chinoise. Le résultat de cette politique fut l'étouffement de toute création pendant près de 10 ans. Ceci est d'autant plus grave que le cinéma chinois est un art de masse, très populaire.

LES CHINOIS AIMENT LE CINÉMA

Chaque citoyen chinois va 23 fois par an au cinéma. En 1978, il y a eu en Chine 22 milliards 500 millions de spectateurs alors qu'en 1949, il n'y en avait eu que cinquante millions. 110 000 unités de projections, salles ou équipes itinérantes, contre 646 en 1949. Un cinéma en très bonne santé avec un public avide.

Rien à voir avec la France où le public des salles de cinéma reste stable ou diminue au fur et à mesure de l'augmentation du prix des places. Cette vitalité s'explique par le rôle particulier qu'est appelé à jouer le cinéma en Chine dans un pays où l'on ne trouve encore que 2 millions de

postes de télévision et 30 millions de radios pour 900 millions d'habitants.

UNE PRODUCTION A DÉVELOPPER

Autant dire que la production des films n'arrive pas à satisfaire la demande des spectateurs. Cette année les dirigeants des onze studios de films de fiction ont envisagé de porter à cinquante le nombre de films. Ce qui est très important. Pour beaucoup de pays du tiers monde, la production de films est à l'état naissant et se chiffre à une dizaine de films au grand maximum.

A ces cinquante films, il faut ajouter les films d'animation (et de marionnettes, de documentaires, de films scientifiques et éducatifs qui sont créés dans d'autres studios spécialisés.

Les films de dessins animés sont très nombreux en Chine populaire. Cette technique est très florissante en Chine, elle se base sur les traditions graphiques chinoises, elle n'est pas freinée dans son développement par des impératifs de profit comme en France.

UN GRAND MOUVEMENT POUR DÉVELOPPER LE CINÉMA

Un grand débat a été ouvert dans les colonnes du *Renmin Ribao*, journal du Parti communiste sur le cinéma. Comment deve-

lopper la production et améliorer la gestion des studios ? Tels ont été quelques uns des thèmes traités. Comment produire des films de meilleure qualité ? C'est la question à laquelle doivent répondre les cinéastes chinois après le grand vide dû à la bande des Quatre. En effet à cause de l'influence de Kiang Tsing, toute la production antérieure à 1960 avait été bannie de l'affiche et de l'histoire du cinéma.

Les plus grands acteurs et les plus grands cinéastes chinois dévoués au peuple avaient été persécutés de mille manières. En même temps, les thèmes et la forme des films s'appauvrirent singulièrement.

Maintenant, il faut remonter la pente. D'ores et déjà, les deux tiers des films de 1979 seront réalisés à partir de thèmes contemporains, d'autre part, tous les efforts seront faits pour ne pas imposer aux créateurs de cadre rigide, pour donner aux œuvres des formes variées, pour ne pas mélanger art et littérature avec slogans et mots d'ordre et élever la qualité du cinéma afin qu'il serve mieux les travailleurs de la ville et de la campagne.

Dans la *Gazette littéraire (Wenyibao)* était publié le 4 février un discours prononcé par Zhou Enlai en matière de littérature et d'art. En même temps, les cinéastes et acteurs réprimés par Kiang Tsing étaient réhabilités. Une association de cinéma scientifique vient de se créer, trois revues de cinéma reparaissent depuis février, dans des revues populaires sont publiés de nombreux scénarios, les films étrangers réapparaissent sur les écrans chinois, la Chine reprend sa participation aux festivals étrangers. Tous ces signes montrent que le cinéma chinois bouge pour mieux répondre à l'exigence d'un public nombreux et enthousiaste.

L.C.
D'après Régis BERGERON, auteur de « Le cinéma Chinois » en vente aux Herbes sauvages.

BORDEAUX(GIRONDE)

Vernissage d'une exposition d'estampes et de papiers découpés chinois

Très chaleureuse réception à la mairie de Mérignac

Le mercredi 18 avril a été ouverte l'exposition d'estampes et de papiers découpés organisée conjointement par la mairie de Mérignac et le comité de Bordeaux de l'Association des Amitiés franco-chinoises.

Le lendemain 19 avril, le vernissage a eu lieu sous la présidence de M. Michel Sainte-Marie, député-maire (PS) de Mérignac, président de la Communauté urbaine de Bordeaux, les Amitiés franco-chinoises représentées par Mesdames Benoit et Barry, Messieurs Billon et Renoux et avec la présence de M. Hsia Yung-An, deuxième secrétaire à l'ambassade de Chine à Paris.

Tous les visiteurs furent vivement intéressés par la richesse et la belle tenue de l'exposition et les questions furent nombreuses, tant sur les techniques employées, que sur la signification des motifs.

Peu de temps plus tard, la municipalité de Mérignac a offert une réception en l'honneur de M. Hsia Yung-An et de l'Association des Amitiés franco-chinoises.

Au cours des toasts portés à l'amitié entre les peuples de France et de Chine, Mme Benoit annonça officiellement la proposition de départ, pour septembre, de M. et Mme Sainte-Marie dans une délégation de personnalités politiques organisée par les AAFC.

Dans son discours, M. Sainte-Marie entouré de son conseil municipal insista sur l'expérience, intéressante à ses yeux, de la construction du socialisme en Chine, parla de l'avenir de l'amitié entre les peuples de France et de Chine, évoqua la possibilité de jumelage de villes françaises et chinoises et déclara notamment : « Les Chinois sont un peuple pacifique. L'action de la Chine est favorable à la paix dans le monde ».

M. Hsia Yung-an remercia vivement les organisateurs de l'exposition et la municipalité de Mérignac pour leur très chaleureux accueil à Bordeaux et Mérignac et offrit quelques cadeaux appréciés à M. Sainte-Marie.

Au total, un vernissage de l'exposition et une réception très chaleureuse qui ont, à coup sûr, renforcé les liens d'amitié déjà profonds entre la population girondine et le grand peuple chinois.

Il ne reste plus maintenant qu'à souhaiter à cette exposition, ouverte jusqu'au 28 avril à la salle centrale d'exposition de Mérignac, le succès populaire qu'elle mérite.

Grève de la sécurité à Levallois

Une action pour obtenir le respect des lois

Communiqué à la presse nationale (extraits)

Samedi 21 avril 1978, 12 heures : De nombreuses questions tournant autour de la grève des agents de sécurité incendie des tours Courcellor 1 et 2 à Levallois, notre organisation syn-

dicale souhaite ce jour apporter quelques précisions indispensables.

Cette grève n'est-elle pas subite, sans discussion préalable ?

— Le jeudi 18 avril au matin, le personnel a voté la grève. Une première demande de discussions avait été faite par pétition le 28 mars. Le 29 mars, par lettre, la direction d'ISOR acceptait de négocier et demandait à rencontrer des représentants du personnel (...).

— Hélas, le 6 avril, la direction ISOR licenciat les deux représentants du personnel qui avaient participé à cette négociation, sans motif écrit, avec interdiction de pénétrer sur les lieux de travail (...).

Le 17 avril, les agents déposaient un préavis de grève et se voyaient de ce fait menacer collectivement de licenciements.

— La grève est devenue totale dès lors que l'accès à leurs postes, d'où ils voulaient assurer une sécurité minimum, a été refusé aux grévistes.

De ce fait, la sécurité incendie n'est plus assurée dans les tours dans les conditions légales (arrêté du 18 octobre 1977 - ministère de l'intérieur).

Les revendications formulées ne sont-elles pas irréalistes ?

Horaires de travail : dès le 28 mars, les agents demandaient un horaire hebdomadaire moyen de 47 h par semaine (204 h par mois), ce qui correspond tout simplement à l'application du décret gouvernemental No 78-1155 du 12 décembre 1978, concernant la durée maximale du travail dans certaines professions (...).

Salaires : jusqu'à ce jour, le salaire de base pratiqué a été d'environ 2 800 F pour 273 heures de travail.

Plusieurs observations s'imposent : — Les salaires de base se situent en dessous du SMIC ;

— Les heures supplémentaires ne sont pas clairement décomptées en violation de l'article L.212-7 du code du travail (...).

Vendredi 20 avril, la direction d'ISOR offre aux grévistes 243 heures pour 3 100 F net mensuel, taux horaire proposé : 12,26 F. Jugez vous-même.

Réintégration des délégués : bien qu'il n'y ait aucun motif officiel, il a été signifié oralement aux deux licenciés qu'ils étaient du fait d'un échec à leur examen de qualification (...).

Le licenciement ayant été prononcé suite à un examen qui n'a aucune consistance légale, la CFDT exige la réintégration des licenciés.

La sécurité des tours sera-t-elle mieux assurée si les revendications sont satisfaites ? (...)

Pour ce dernier point, la CFDT considère que cette sécurité ne sera assurée que si le personnel est stable, qualifié (avec des diplômes agréés !), honnêtement rémunéré, avec des horaires préservant la santé des salariés, et en conséquence leur capacité d'intervention en cas de sinistre. Cette position nous semble simple et réaliste...

UD-CFDT
245 Bd J. Jaurès
62100 Boulogne-Billancourt
tel : 604-39-48

Oisème (près de Chartres)

Grève dans une usine de fonderie

D'après une correspondance

LES ouvriers de la SAM sont en grève depuis le 12 avril. Cette usine de fonderie est située à Oisème, près de Chartres. Elle fait partie d'un groupe industriel qui possède d'autres usines, notamment à Caen et Colombes. Ce sont surtout des immigrés, de plusieurs nationalités, qu'emploie cette fonderie. 147 travaillent en deux-huit dans les ateliers de fonderie et 91 à l'atelier de mécanique, mais ceux-ci n'ont pas débrayé.

Tous les ouvriers sont des OS et gagnent à peine le SMIC.

C'est la mise à pied d'un délégué syndical qui a déclenché la grève.

Motif : il a changé d'équipe avec un autre ouvrier, ce qui est d'usage dans l'usine. Les revendications sont simples :

— 10 % d'augmentation pour tous ;
— Le 13e mois, même si l'on tombe malade ou si l'on a un accident (il est retenu dans ces deux cas) ;
— Echelle mobile.

Tous les ouvriers sont unis autour de ces revendications et sont décidés à les faire aboutir. Ils sont prêts à affronter une grève longue et ont déjà bloqué les camions de marchandises.

Presque tout l'atelier de fonderie est syndiqué à la CGT, mais ils sont assez isolés car la section vient seulement d'être créée. Une répression très dure avait détruit la section montée en 1976. Suite à une grève, tous les délégués avaient été mis à la porte. Il va falloir organiser la solidarité active avec ces travailleurs et, notamment, la solidarité financière pour les aider à tenir. Ils aimeraient aussi avoir des contacts avec les ouvriers des usines de Caen et de Colombes.

Des conditions de travail dignes du 19e siècle

LES grévistes nous ont fait visiter l'usine. Ce qui frappe tout d'abord, ce sont la vétusté des machines et l'épaisseur (10 cm) de poussière de charbon qui recouvre le sol. A l'atelier de noyautage (fabrication de moules en plâtre), l'odeur qui règne est épouvantable. A un mètre, à cause de la poussière et du bruit, on ne se voit ni ne s'entend plus. Il n'y a pas de masque et après deux jours de travail, on crache la poussière.

A l'atelier de débardage où on polit à la meule des tambours de frein de camion (80 kg pièce), il y a un aspirateur géant mais il n'a jamais fonctionné. Les seules protections sont des petits masques à peinture changés une seule fois par semaine. La fatigue, la poussière dans les yeux provoquent de 5 à 6 accidents par jour.

A la fonderie, les ouvriers attrapent des boutons. Les pantalons sont brûlés, mais les ouvriers n'ont droit qu'à un seul bleu par an. Dans cet atelier, pas de masque. Un ouvrier qui en avait mis un a été menacé d'être mis à la porte. Les gants usagés après une semaine sont remplacés tous les mois.



Le No 53 de l'Humanité rouge bimensuel est paru. Il comprend un dossier réalisé par Pierre Marceau sur le 23e congrès du PCF : « Ce qui ne passe plus ».

Plusieurs pages font le point sur les luttes en cours à la veille du 1er Mai (sidérurgie, Solmer, téléphonie, Bretagne, Sonolor en région parisienne). La rubrique internationale comprend un article de réflexion sur la démocratie en Chine. Une présentation du mouvement communiste international, Annie Brunel a rencontré récemment une délégation du Kampuchea présentée comme « assassinée » par toute la presse.

Pierre Valsa s'est rendu au festival de Bourges, il ramène dans sa musette interviews, présentations de chanteurs, etc.

Un numéro à diffuser pour le 1er Mai.

BLOC-NOTES

LEVALLOIS (RÉGION PARISIENNE) Une rencontre ouvrière

Le comité de parti Manouchian, banlieue Nord-Ouest, organise une rencontre ouvrière le 26 avril de 18 h 30 à 22 h à Levallois Bourse du travail, 140, rue Marius Aulan à Levallois, métro Pont-de-Levallois - Bus 135, 167.

Horaires de la rencontre :

— 18 h 30 : montage diapo sur l'immigration, débat.
— 20 h : solidarité avec les sidérurgistes, intervention d'un journaliste de l'Humanité rouge, discussions.
— 22 h : intervention de clôture.

N'oubliez pas de joindre une feuille explicative à tous vos règlements.

N'écrivez pas au dos des chèques !

Camarades n° 2 est paru Au coeur des problèmes de la jeunesse

LE deuxième numéro de Camarades est paru. Au moment du troisième plan Barre pour l'emploi des jeunes, du redéploiement scolaire, Camarades retrace les luttes des lycéens à Marseille contre les suppressions de postes, les surcharges d'effectifs, à Elne pour le droit à la parole, pour lier l'école à la vie, sur la formation en alternance, les stages pratiques.

Comme ce sont les jeunes qui sont le mieux placés pour parler de leur chômage, Camarades leur donne la parole. C'est Pierre, qui dans l'enquête réalisée par la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de Rennes, nous explique comment l'ANPE ne peut pas leur procurer du travail.

La douloureuse question que se posent les soldats « est-ce que je retrouverai mon emploi à la fin du service » est traitée à travers un exemple qui souligne le rôle du syndicat : « Si les liens n'avaient pas été maintenus entre le syndicat et leurs soldats, leur licenciement était déjà réglé d'avance ».

Ceci nous amène aux pages 14 et 15 dans lesquelles Maurice, Gérard, Eric et Bernard se posent le problème de se syndiquer : où et pourquoi, pages auxquelles un entretien avec un jeune travailleur de Citroën fait écho.

Le problème du chômage s'accompagne de nombreux autres problèmes, le racisme vécu par les jeunes, la délinquance juvénile, leur solitude, leurs loisirs qui sont abordés dans Camarades. Enfin, une brillante partie culturelle clôt le numéro par une bande dessinée qui retrace et illustre les grands moments de la Commune, avec des articles sur Béranger, sur les derniers films, avec des notes de lecture sur les deux tomes du Mouvement communiste international.

Deuxième numéro de Camarades, revue trimestrielle de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France — Prix : 4 F.

Abonnement à Camarades, les trois numéros 12 F. L'Humanité rouge, pour Camarades BP 61 — 75861 Paris Cédex 18.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel. : 205-51-10

Directeur de publication : André Druvaine
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2eme trimestre 1979

Les damnés de la terre

Q' U'une partie de la classe ouvrière travaille la terre, généralement, cela surprend. Habituellement, l'ouvrier, c'est celui qui travaille à l'usine ou à la mine. Pourtant à la campagne, celui qui n'a que ses bras pour vivre, l'ouvrier, l'ouvrier agricole, ça existe aussi. Ils sont 335 000. Avec la paysannerie laborieuse, ce sont eux qui contribuent à produire cet élément essentiel à la vie : la nourriture.

Avant, on les appelait valets de ferme ou domestiques. Aujourd'hui, si leur nom a changé, leur condition est restée aussi dure qu'il y a une demi-siècle.

Les huit ou quarante heures par semaine sont inconnues ici. Oh, bien sûr, une loi en 1975 est enfin arrivée à dire que l'ouvrier agricole devait bénéficier des mêmes conditions que l'ouvrier d'industrie : elle est pratiquement inappliquée. La journée de travail, ce sont les dix heures par jour, sept jours sur sept avec parfois un dimanche après-midi de libre.

JUSTE UN DEGRÉ AU-DESSUS DE LA BÊTE DE SOUMISE

Logés sur place, ces parias de la classe ouvrière sont continuellement sous la main du patron. Faire lever l'ouvrier agricole à trois heures du matin pour, par exemple, charger des taurillons, n'est pas chose exceptionnelle. Logés ? C'est beaucoup dire pour très souvent un grenier ou un débaras.

Pour Michel, jeune ouvrier agricole breton, l'ouverture de son logement donne directement sur la porcherie, pour un autre sur l'étable. L'odeur des animaux et du fumier s'imprègne dans les vêtements car bien sur les vestiaires sont aussi inexistantes. Une douche ? Dans le cas précis, il y en a une mais elle est réservée aux animaux. Le « logement », c'est l'endroit pour dormir et où souvent même à midi en plein été, il faut allumer l'électricité pour y voir. Les conditions d'hygiène sont à l'unisson : Paul a traîné une blessure au pied pendant 9 mois, lorsqu'il a pu enfin se faire hospitaliser, son pied était à moitié gangréné !

Aussi, dans ces conditions, toute vie de famille est pratiquement impossible. Les filles qui acceptent de se marier avec un ouvrier agricole et de mener cette vie de galérien sont rares.

Le patron lorsqu'il travaille avec l'ouvrier, lui réserve les travaux les plus pénibles et pour le vêtir, lui repasse parfois ses vieux vêtements.

Pour certains propriétaires, l'ouvrier agricole, c'est juste un degré au-dessus de la bête de somme.

UN SALAIRE DE MISÈRE UN NOMBRE D'HEURES ASTRONOMIQUE

La feuille de paie est souvent inexistante. Ou bien alors, elle indique juste le nombre d'heures conforme à la loi, bien inférieur au nombre réel. Les salaires sont loin d'atteindre le SMIG, les heures supplémentaires ne sont pas payées, les intempéries récupérées pendant les beaux jours. Et encore, on m'a cité ce cas d'un ouvrier qui ne pouvait même pas disposer de son argent car pour aller à la ville voisine ou être son compte en banque, il était soumis au bon vouloir de son patron qui seul avait une voiture. Il avait 800 F par mois



A l'heure du casse-croûte, dans les escaliers de la FNSEA. La première manifestation d'ouvriers agricoles à Paris depuis plus de 10 ans.

et lorsqu'il essaya de se syndiquer, on voulut le faire passer pour débile.

Le mauvais temps qui retarde les semailles ? Et c'est aussi l'ouvrier agricole qui en supporte les conséquences. Le travail il faut le faire mais encore plus rapidement pour profiter du soleil. C'est alors la journée qui commence au petit jour et qui ne s'arrêtera qu'une fois la nuit tombée. Et toute la journée, le corps sera secoué par les vibrations du tracteur, pour labourer, épandre, pulvériser les insecticides ou les désherbants. Le conducteur, écrasé de fatigue, le tracteur se renversera peut-être. Alors, ce sera l'accident souvent mortel. Les accidents sont ici le double de ceux de l'industrie.

Cette course contre le mau-

vais temps se renouvellera pour la fenaison ou les moissons. Alors, sous le soleil de plomb des torrides journées d'août, c'est l'enfer. A la chaleur du soleil, s'ajoute celle de la machine, la poussière de la terre, la balle du grain qui se colle au corps avec la sueur et fait gratter. La ronde commence dès sept heures du matin et ne s'arrêtera qu'à la nuit tombée.

« Mais puisque vous êtes deux sur la machine, vous ne faites que huit heures de boulot chacun... » Bien sûr, le propriétaire feint de ne pas voir lorsqu'il ne conduit pas, le second ouvrier graisse et surveille le fonctionnement de la machine pour prévenir la panne possible. Il joue aussi sur le soin que l'ouvrier apporte à son travail.

L'OUVRIER IMMIGRÉ : LE PARIA

L'ouvrier agricole immigré est certainement celui qui a la vie la plus pénible. Il vient d'Espagne, du Portugal, du Maghreb souvent sans papiers. Il est le serf du gros propriétaire viticole ou maraîcher qui n'hésitera pas à le renvoyer à la moindre protestation. S'il tombe alors dans les griffes de la police, c'est l'expulsion immédiate vers le pays d'origine. Souvent, ce sera d'autant plus facile qu'il est isolé, car les obstacles à la syndicalisation sont énormes.

En général, il sont deux ou trois, parfois davantage, lors des gros travaux par ferme moyenne. Leur travail sans limite rend tou-

te possible de rencontre entre eux très difficile et parfois il y a aussi la difficulté de réclamer à un paysan qu'on voit travailler tous les jours à ses côtés presque aussi durement que soi. Et puis syndiqué est synonyme de « rouge » et ça passe mal dans certaines campagnes. Bien sûr la répression ne chôme pas, les heures de délégation, bien que prévues pour le délégué, ne sont pas appliquées. A son retour de la manifestation, il devra faire le travail qui était initialement prévu pour la journée. Le patron guettera la moindre faute et alors la porte... Car, bien sûr avec le chômage, il y en a d'autres qui attendent. Parfois même sans être syndiqué, une protestation un peu forte et c'est le licenciement même au bout de 20 ou 30 ans de service.

LE DÉBUT DU CHEMIN

Les cours qui stagent et baissent, le matériel et les engrais qui augmentent, voilà le début du chemin qui mène à la situation d'ouvrier agricole. En effet, pour le petit paysan, ou le paysan moyen, des entrées d'argent régulièrement inférieures aux sorties, c'est une trésorerie déjà maigre et souvent inexistante qui fond. Alors un beau jour, pour les enfants, il faudra partir gagner sa vie ailleurs. Les parents, s'ils sont âgés, auront peut-être la chance de pouvoir atteindre la retraite tout en vivant sur leur terre sinon à leur tour ce sera le départ, le boulot qu'on cherche chez un autre paysan un peu plus aisé ou un gros. La mère n'aura même pas sans doute la chance de pouvoir rester à la campagne. A dépense physique équivalente, c'est l'homme qui trouvera de l'embauche, sauf peut-être chez les pépiniéristes où les ouvriers agricoles sont assez nombreux.

Combien de paysans ont-ils suivi ce chemin qui mène à la ruine ? Depuis la loi de 1955, avec la première loi d'orientation agricole du socialiste Pisani, près de 3 millions. Et combien seront-ils à se retrouver ouvriers agricoles des 450 000 exploitants agricoles dont la seconde loi-cadre qui se mijote actuellement dans les salons giscardiens programme la disparition ?

Que reste-t-il alors aux ouvriers agricoles et à cette paysannerie laborieuse sur la pente de la ruine ? Une profonde soif de justice qui nourrit la révolte de ces parias de la société capitaliste.

Bien sûr, un tel exode ne peut que profiter aux gros et aux firmes agro-alimentaires. Telle par exemple cette ferme de la Champagne crayeuse qui s'étend sur 380 hectares et qui cultive luzerne, maïs, betterave sucrière. Son chiffre d'affaires est égal à celui d'une bonneterie qui emploie 200 salariés et le chiffre d'affaires se compte en milliards. Il y a quinze ans, ce gros paysan possédait 200 hectares et avait onze ouvriers agricoles et une dizaine de tracteurs. Aujourd'hui, il a 380 hectares, travaillés par quatre ouvriers qui, sans arrêt, font tourner sept gros tracteurs. Dans cette région, ces gros paysans qui représentent 5 % de la population sont propriétaires des trois-quarts des terres. A eux les plateaux, aux petits paysans qui vivent difficilement les vallées.